

celui de concepteur, d'ingénieur ou de technicien en informatique, alors nous devons développer notre industrie.

Monsieur l'Orateur, j'ai montré quels ont été nos succès et essayé de montrer quels ont été nos échecs. Maintenant, laissez-moi vous citer les noms de quelques villes qui devraient bénéficier de la décentralisation. Selon les chiffres que je possède, 91 p.c. des subventions à la recherche industrielle sont accordées à l'Ontario et au Québec. Des autres crédits pour la recherche et le développement pour le compte du gouvernement fédéral, 90 p. 100 sont effectués en Ontario et au Québec, ce qui laisse moins de 10 p. 100 aux 8 autres provinces. Je ne dis pas qu'il soit aisé de déplacer ces subventions octroyées à la recherche mais je pense qu'il est essentiel au moins d'essayer de le faire afin d'atteindre un équilibre convenable.

• (1650)

M. Stewart (Marquette): Le ministre est-il un de ces séparatistes de l'Ouest dont parle le premier ministre?

L'hon. M. Richardson: Je suis un de ceux qui pourront, espérons-le, empêcher l'Ouest de faire sécession car ce que je veux pour nous, c'est un traitement égal.

Des voix: Oh, oh.

M. Paproski: Un instant s'il vous plaît. D'abord nous n'avons pas l'intention de faire sécession. Nous ne le voulons pas. Nous jouissons pour le moment d'un traitement excellent. Et c'est peut-être vous autres, les gens de Winnipeg, qui voulez faire sécession.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Règlement!

L'hon. M. Richardson: Monsieur l'Orateur, je vais passer à d'autres sujets qui me tiennent à cœur. Je veux parler d'une participation nationale plus large dans le secteur qui intéresse mon ministère, à savoir les fournitures pour la défense. Nous allons participer à l'achat d'un avion patrouilleur à long rayon d'action et le chiffre qu'on cite communément aujourd'hui à ce sujet est de 600 millions de dollars. Il s'agit d'un achat national de première importance et il est compréhensible que nous disions la chose suivante aux fabricants de ces avions: «Si nous achetons vos appareils, qu'ils soient fabriqués en Europe ou aux États-Unis, nous voulons qu'ils comportent un contenu canadien maximum. Nous voulons que l'industrie canadienne en profite au maximum.» C'est du moins tout ce que le Canada a dit jusqu'à présent. Nous disons donc à ces fabricants: «Nous voulons une participation industrielle canadienne; nous voulons en outre savoir où cette participation industrielle se concrétisera au Canada.» Le message principal que je veux faire connaître est que les achats nationaux de cet ordre, les projets nationaux et les efforts nationaux doivent donner lieu à un certain profit pour l'industrie à l'échelon national. C'est ce que nous n'avons pas réussi à faire jusqu'à présent. La libellé du discours du Trône me laisse entrevoir une possibilité d'y arriver.

Le secteur des avions a décollage et atterrissage courts est un autre secteur qui pourrait donner lieu à de tels profits. Il s'agit d'un projet national. Il ne s'agit pas d'une entreprise privée mais d'une entreprise subventionnée. Le gouvernement fédéral injecte des millions de dollars dans

L'Adresse—M. Richardson

ce programme. Je n'y vois pas d'objection car, comme je l'ai dit, il s'agit d'un projet national, et tous les projets nationaux doivent rapporter de larges bénéfices à la nation, sinon nous ne sommes pas une nation dans le sens où je l'entends.

L'hon. M. MacLean: Bravo.

L'hon. M. Richardson: Mon temps de parole est presque écoulé. J'ai souvent abordé ces sujets, monsieur l'Orateur, mais j'en parle à présent avec plus de confiance, après les élections du 30 octobre. C'est le genre de choses dont j'ai parlé pendant la campagne électorale et j'ai eu la bonne fortune de me voir accorder par mes électeurs une plus grande majorité qu'en 1968.

M. Paproski: C'est parce que vous êtes un chic type, Jim. Il en reste peu comme vous dans l'Ouest.

L'hon. M. Richardson: Mes propos à présent ne reflètent pas seulement ma propre opinion mais également celles de bien d'autres. J'ai l'appui d'un grand nombre de Canadiens de l'Ouest qui sont mes électeurs dans Winnipeg-Sud.

M. Paproski: Je me réjouis que le ministre ait mentionné des électeurs et non point des membres du cabinet.

L'hon. M. Richardson: Les autres articles de cet important programme sont les transports, les institutions financières de caractère régional et le développement du Nord. Chacun pourra être le sujet d'une autre allocution, mais je ne pense pas que je vais en parler à présent. Je conclurai en disant que j'ai parlé au point de vue régional, car le discours du trône mentionnait une conférence régionale. Je ne serais pas député, et je ne pense pas que d'autres députés seraient ici, si nous ne souhaitions pas un Canada meilleur et plus fort.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Richardson: Je ne présente d'excuse à personne pour avoir exprimé mon avis sur la nécessité de renforcer l'Ouest canadien. Je crois que des parties solides contribuent à faire un ensemble solide. En dernière analyse, ce n'est qu'en ayant des régions plus solides que nous pourrions avoir un pays plus solide.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. l'Orateur: A l'ordre. En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront débattues ce soir au moment de l'ajournement: le député de Norfolk-Haldimand (M. Knowles)—Travaux publics—Les inondations—La montée des eaux du lac Érié—L'aide aux sinistrés de la rive nord; le député d'Assiniboia (M. Knight)—Les transports—La fermeture de gares de chemin de fer dans l'Ouest; le député de Vancouver-Sud (M. Fraser)—Les transports—Vancouver—Le projet de nouvelle piste—L'étude des répercussions sur l'environnement et les expropriations.